

Le 17 juin 2013, Juan Luis Berterretche analysait pour le site argenpress.info le contexte politique de l'émergence d'une formidable mobilisation sociale au Brésil. Juan Luis Berterretche est un militant et un chercheur uruguayen vivant au Brésil. Il est membre du conseil de rédaction de la revue alternative [Desacato](http://Desacato.com). Depuis 2012, le régime construit autour du PT et conduit par Dilma Rousseff tend à se déplacer à droite, ce qui s'exprime dans la plupart des décisions déterminantes du gouvernement en matière sociale, politique ou économique. Et ce coup de gouvernail s'est consolidé dans le premier semestre de 2013.

Des indicateurs économiques alarmants

Le projet productif rétrograde d'une économie concentrée sur la production, extraction et exportation de matières premières sans valeur ajoutée, s'est approfondi au cours des deux gouvernements Lula. La priorité a été donnée à l'industrie des monocultures visant le marché mondial des *commodities* et ses spéculateurs, à la stimulation de l'extraction pétrolière et à l'intensification de l'exploitation minière de grands gisements à ciel ouvert. Sur le plan du marché interne, les mesures favorables à l'essor massif des ventes à crédit de maisons, de véhicules et d'électroménagers a créé une bulle aux perspectives insoupçonnées, en pleine détérioration des finances publiques. Les innombrables problèmes sociaux et environnementaux causés par ces orientations sont longtemps restés latents. Leur principale manifestation visible était jusqu'ici les symptômes négatifs alarmants présentés par les comptes externes du Brésil à la suite de la crise économique et financière mondiale initiée en 2007-2008.

Voyons quelques chiffres effrayants : « dans les cinq premiers mois de l'année, la balance commerciale cumulait un déficit de 5,4 milliards de dollars, contre un excédent de 6,3 milliards de dollars pour la même période l'année dernière. Selon des données officielles, il s'agit du pire résultat pour les premiers cinq mois de l'année depuis l'origine de cette série statistique, en 1993. Selon la Banque centrale, entre janvier et avril, le déficit dans les comptes de transactions courantes (solde commercial moins livraisons à l'extérieur) a atteint 33,2 milliards de dollars, une augmentation de 89,68% par rapport au déficit de la même période en 2012. La prévision du déficit externe pour cette année, qui augmente avec chaque nouvelle divulgation des données, est de 72 milliards de dollars [...] Ce résultat, qui est le pire depuis 1947 pour les comptes externes du Brésil, provient de la combinaison d'une augmentation du rapatriement des profits des multinationales qui ont atteint 28,1 milliards de dollars dans le premier tiers de l'année - presque 30% de plus qu'à la même période l'année dernière, avec une chute significative du solde commercial, qui est passé de 3,3 milliards de dollars, dans les quatre premiers mois de 2012, 6,2 milliards de dollars pour ceux de 2013. »¹ Le solde commercial résulte d'une augmentation des importations et d'une mise à l'arrêt des exportations.

Comme le signale correctement Lima Cardoso, dans le contexte actuel de crise mondiale prolongée, le déficit externe est « extrêmement dangereux ». Toutes les grandes crises du pays ces dernières décennies ont pour dénominateur commun des « déficits des comptes externes ». Couvrir ce déficit par de l'investissement étranger direct - comme on est en train de le faire - revient à accepter un processus de « dénationalisation de l'économie brésilienne » car la plupart des capitaux étrangers qui entrent sont destinés à l'achat d'entreprises nationales. Ceci augmente la dépendance du Brésil vis-à-vis des stratégies des capitaux internationaux et non des intérêts nationaux. De plus, ces capitaux externes impérialistes sont en train de bénéficier des financements du *Banco Nacional de Desenvolvimento*

Une analyse des entreprises les plus importantes qui agissent au Brésil montre que le nombre de celles qui appartiennent au capital étranger pur ou associé avec des capitaux brésiliens est de plus en plus important. « Dans la région du sud-est, par exemple, la plus dynamique et industrialisée du pays, sur les 50 plus grandes entreprises, 22 (soit 44%) sont étrangères ou à capital partiellement étranger. Ces entreprises sont généralement centrées sur les secteurs de l'économie présentant les meilleurs taux de retour pour les investisseurs (commerce au détail, télécommunications, automobile, pharmaceutique et cosmétique, etc.) »³. Les rapatriements des profits vont donc continuer à augmenter. Et les mesures du gouvernement Dilma n'annoncent rien de bon : l'élévation du taux d'intérêts de base de l'économie (le taux Selic⁴) par la Banque centrale est le signe d'une capitulation vis-à-vis du capital financier : celui-ci en retire des profits accrus, à travers le paiement des intérêts et de l'amortissement de la Dette publique.

Le budget fédéral de 2013 a annoncé un virement à droite

A peine deux décennies après les altercations de la Constituante de 1998, les défauts de l'actuel système fiscal du Brésil se sont accentués sous les gouvernements du Parti des Travailleurs (PT). Ils sont bien connus. Tout d'abord, le système de recette publique est essentiellement soutenu par des impôts indirects, injustes car régressifs : plus on a, moins on paie et moins on a, plus on paie. Même les impôts directs (Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, droits de succession) présentent de graves dispositions pesant sur les classes populaires. L'impôt sur le revenu touche essentiellement les salaires, et ses taux sont faiblement progressifs, taxant faiblement les salaires les plus élevés. La taxe d'habitation est payé par le locataire et les droits de succession sont très faibles et non progressifs (le taux de taxation n'augmente pas avec la valeur du patrimoine). Quand, en Angleterre ou en Suède, il existe des taux se rapprochant de 50% sur les immeubles hérités de valeur élevée, au Brésil, les taux sont extrêmement faibles et non progressifs. Le principal impôt du pays, l'ICMS (TVA), manque de sélectivité dans ses taux qui devraient être bas pour les produits essentiels et élevés pour les produits de confort ou de luxe, ce qui n'est pas le cas.

Ce système fiscal régressif est « complété » par un Budget fédéral annuel dont les ressources sont assignées de façon défavorable pour la population. Le Budget fédéral programmé pour l'année 2013 était déjà un indicateur du coup de gouvernail à droite du gouvernement : presque la moitié de ce budget (42% exactement) est destiné à la paie des intérêts et de l'amortissement de la dette publique brésilienne⁵. Sur 2 400 milliards de reals, 900 milliards (soit 450 milliards de dollars) seront dépensés pour la paie des intérêts et de l'amortissement de la dette, alors que, par exemple, n'ont été prévus que 71,7 milliards pour l'Education ou 87,7 pour la Santé, c'est-à-dire respectivement un douzième et un dixième du montant réservé au paiement de la dette publique. Pour la réforme agraire, on disposerait de 5 milliards, c'est-à-dire 180 fois moins. Il faut rajouter qu'en neuf jours de paie de la dette publique, on dépasse le montant prévu pour une année entière du programme « *Bolsa Familia* »⁶ qui satisfait 13,5 millions de foyers. Ces chiffres résument les priorités économiques du gouvernement du PT.

Comme les gouvernements antérieurs, ceux de Lula et de Dilma Rousseff suivent les recommandations du FMI et du système financier international pour l'élaboration du Budget, priorisant la paie de la dette publique au détriment des besoins des secteurs sociaux. La seule différence avec les gouvernements du PT est une modification à peine

perceptible : avant, le paiement de la dette externe était prépondérant, alors qu'aujourd'hui la plupart des dépenses sont destinées à la dette dite « interne » qui, malgré son nom, a également pour créanciers les banques et les investisseurs étrangers. Cette dette dite interne est un nouveau visage de la dette externe et continue à soustraire des ressources aux plus pauvres (par l'intermédiaire des taxes affectant la consommation et les salaires) pour privilégier les rentiers et les spéculateurs.

« La dette publique est devenue un simple instrument du marché financier. Au lieu de servir comme moyen d'obtention de ressources pour financer l'Etat et améliorer les conditions de vie des Brésiliens, elle s'est transformée en un mécanisme de prédation de volumes croissants de ressources publiques, rendant impossible l'allocation de moyens aux secteurs sociaux et provoquant la dégradation des conditions de vie de la société en général, dès lors que l'on favorise le secteur financier ». « Dans l'actuel système de placement des titres de dette publique, à peine douze banques peuvent en acquérir auprès du Trésor National. Ces banques, appelées dealers, n'achètent de titres que lorsque les taux d'intérêt atteignent le niveau qu'elles souhaitent. De cette manière, le Brésil continue à payer le taux d'intérêt le plus élevé au monde »⁷. Et aucun « économiste » des grands dominants ne met en rapport l'inflation croissante avec le paiement de la dette publique. Un dirigeant du syndicat *Força Sindical* m'a même dit que l'origine de l'inflation provenait du « populisme social » (*Bolsa Familia*, etc.) du gouvernement, faisant ainsi abstraction de l'hémorragie de la dette publique.

Parier toujours sur un funeste modèle de matrice énergétique

Le modèle de matrice énergétique du Brésil repose notamment sur les combustibles fossiles, particulièrement sur l'extraction du pétrole de l'océan. Il est complété par l'obtention d'énergie électrique fournie par les barrages. L'exploitation pétrolière est partagée – par l'intermédiaire d'appels d'offre – entre les multinationales du secteur et la construction des barrages et des digues augmente à travers la concession des travaux aux transnationales brésiliennes de la construction. Ce pari s'est accru au cours des trois gouvernements du PT, élargissant en même temps la privatisation de ces deux options.

Ce modèle contribue à l'aggravation du changement climatique. C'est n'est pas en vain que le pétrole est la principale source énergétique globale. Mais les impacts territoriaux et environnementaux du pétrole vont au-delà de ses effets directs, si l'on considère que certaines des activités les plus nocives du modèle urbain-agroindustriel actuel n'auraient pas lieu sans le pétrole, car elles en dépendent considérablement : mobilité motorisée terrestre, fluviale, maritime ou aérienne (les passagers comme les marchandises), urbanisation accélérée et dispersée, tourisme de masse intercontinental, agriculture industrialisée, globalisation de la production et de la consommation, développent incontrôlé de l'extraction minière à ciel ouvert à échelle globale, etc. Voici plusieurs impacts environnementaux indirects du pétrole.

Mais de plus, ces dernières années, le Brésil a fait un saut considérable en matière de dégradation de la matrice énergétique, quand il s'est mis à extraire du pétrole dit pré-sel. Avec le prix du pétrole dépassant les 120 dollars le baril, au début de la crise économique en 2007-2008, perforer cinq ou six kilomètres sous la couche marine, en traversant la couche de sel pour atteindre ces lointains gisements de gaz et pétrole, pourrait être rentable. A condition évidemment d'atteindre un rapport cout-profit qui exigeait de réduire à l'extrême les frais en prospection et extraction. C'est toujours le modèle suivi par Petrobras

qui cherche à réduire ses coûts d'installation, au prix de nombreux écoulements au premier semestre 2012, et quelques autres cette année.

Une nouvelle dégradation du modèle énergétique est sur le point de survenir avec l'approbation par l'Agence Nationale du Pétrole du lancement d'un appel d'offre en octobre 2013 auprès pour des multinationales impérialistes - détentrices des technologies complexes nécessaires, pour l'exploitation du gaz de schiste dans les bassins déjà identifiés de Parecis (Mato Grosso), de Parnaíba (entre Maranhão et Piauí), de Recôncavo (Bahía), en plus des bassins du fleuve Paraná (entre Paraná et Mato Grosso do Sul) et du fleuve São Francisco (entre Minas Gerais et Bahía). La technologie connue sous le nom de fracture hydraulique ou *fracking* a été interdite en France, en Bulgarie et dans d'autres pays européens pour ses conséquences polluantes. La filière brésilienne de l'organisation internationale *Amigos da Terra* (Amis de la Terre) avec Greenpeace et d'autres organisations environnementalistes ont rédigé une lettre publique présentant les arguments opposés à cette technologie. Parmi les principaux impacts environnementaux attestés par les spécialistes, il y a la pollution de l'eau (des puits, des fleuves, des lacs ou de l'eau souterraine) de l'air et du sol, des risques d'explosion avec libération de gaz méthane, la consommation excessive d'eau nécessaire au fractionnement de la roche, l'emploi de plus d'un demi millier de substances chimiques ajoutées à l'eau pour favoriser la fracture hydraulique, en plus du fait que la technique stimule des mouvements tectoniques qui peuvent produire à des tremblements de terre (ce qui, d'ailleurs, est déjà arrivé aux Etats Unis, en Grande Bretagne et aux Pays bas)⁸.

Entre temps, l'Association Brésilienne d'Energie Eolienne (Abeeólica) a informé, en avril de cette année, qu'il existe actuellement quatre parcs éoliens en état de marche, mais arrêtés du fait de l'absence de lignes électriques pour transmettre l'énergie qu'ils produisent. Deux parcs à Rio Grande do Norte et deux à Bahía. Dans certains cas, la situation dure depuis plus d'un an.

Le gouvernement Dilma intensifie la confrontation

Le projet productif ainsi que la matrice énergétique impulsée par le gouvernement ont déchainé des affrontements avec les peuples indigènes, des habitants côtiers et pêcheurs, des petits producteurs ruraux et des organisations sociales qui luttent en défense de la terre. C'est lors du gouvernement de Dilma Rousseff que les grands travaux hydroélectriques et les digues de rétention d'eau pour l'agro-industrie ou l'extraction minière, mais aussi l'agression à la nature et aux habitants, tant ruraux qu'urbains, consécutive aux monocultures et à l'extraction minière, ont généré plusieurs conflits intenses. Cette situation dépasse l'échelle locale et atteint tout le pays. Dans la Carte des Conflits recouvrant l'Injustice environnementale et la Santé au Brésil⁹, on indique 343 conflits environnementaux qui impactent la santé collective à l'échelle nationale. Les principales victimes de ces conflits sont les indigènes dans 33,67 % des cas, les petits agriculteurs dans 31,99 % des cas et les *quilombolas*¹⁰ dans 21,55% des cas.

Un cas comme celui de l'Usine Hydroélectrique de Belo Monte, construite dans sur fleuve Xingu (Pará) par le conglomérat *Norte Energia* traîne depuis plus de vingt ans et nuit aux moyens d'existence (alimentation, logement, territoire, etc.) de plus de 300 mille personnes dont des pêcheurs côtiers, des indigènes et des *quilombas*, à cause des inondations, des modifications des cours des fleuves, de la destruction de zones sylvestres et de la pollution. Avec la complicité des gouvernements étatiques et fédéraux, les

autorisations légales ont été délivrées sans consultation préalable des habitants affectés.

Les pêcheurs artisanaux de la baie de Guanabara font face à la contamination produite par le Complexe Pétrochimique de l'Etat de Rio de Janeiro (Comperj) de Petrobras. Outre les préjudices sur la pêche d'innombrables familles, le Complexe est responsable de menaces et d'attaques à l'encontre des activistes de l'association des pêcheurs *Ahomar* : en moins d'un mois, deux activistes ont été assassinés en 2013.

Rio de Janeiro et Minas Gerais se partagent les conséquences de la construction du Port d'Açu, qui va s'installer à São João da Barra (Rio de Janeiro). Au total, les différentes activités productives de 32 communes seront impactées. Pour faire approuver ce projet, les autorisations environnementales ont été délivrées par partie, afin que l'impact global des travaux ne soit jamais analysé. Ce complexe portuaire d'Açu du groupe EBX prévoit un terminus pour de grands navires, une zone industrielle, un pôle métallo-mécanique, des unités pétrochimiques, des monteuses d'automobiles, du stockage de gaz naturel, des installations de traitement du marbre et des granits ornementaux et une usine thermoélectrique. Les travaux sont une pièce clé pour l'actuelle orientation extractive de ressources naturelles de l'impérialisme et ils sont en train d'expulser des communautés diverses et d'affecter la zone de réserve environnementale.

D'autres conflits, provoqués par de grandes entreprises comme l'usine sidérurgique Tyssenkrup Compañía Siderúrgica del Atlántico (TKCSA), à Santa Cruz (Rio de Janeiro), ou comme l'usine Eternit en Minaçu (Goiás) et les Industries Nucléaires du Brésil S.A. (INB) à Santa Quitéria (Ceará) et à Caetité (Bahía) montrent que les affrontements avec la population se généralisent. L'une de coordinatrices de la Carte des Injustices Environnementales, Tânia Pacheco dénonce que « la situation devient de plus en plus critique »... et que « nous vivons dans un pays où, actuellement, un indigène de 35 ans (Oziel Gabriel) vient d'être assassiné pour occuper une terre reconnue comme la sienne. Si l'on observe la terre de Mato Grosso do Sul, on peut constater qu'elle est baignée de sang. Celui qui n'a pas été expulsé lors de la colonisation, a été délogé le siècle dernier à moins qu'il ne se fasse déloger aujourd'hui. Il s'agit de l'état où l'on tue le plus d'indigènes au Brésil, regroupant 50% des morts d'indigènes par an. Mais c'est dans tout le pays que l'on assassine et dans tout le Brésil de nombreuses personnes sont menacées de mort »¹¹. Elles sont menacées soit par des scieries en Amazonie, soit par des planteurs d'eucalyptus dans le nord-est (particulièrement à Pernambuco) et au nord de Minas Gerais, soit par les monocultures de soja, de coton et de canne à sucre à Mato Grosso, à Mato Grosso do Sul, à Rio Grande do Sul, à São Paulo, etc. ou encore par des entreprises minières à Minas Gerais et dans d'autres régions.

Des blocs d'exploitation pétrolière terrestre ont été vendus aux enchères au capital privé lors du onzième cycle de l'Agence Nationale du Pétrole (ANP). Ces projets vont affecter directement des familles établies sur place suite à la réforme agraire et des communautés *quilombolas*. Une étude réalisée par l'Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Economiques (Ibase), Greenpeace et l'Institut d'Etudes Socioéconomiques (Inese) signale que quelques blocs se trouvent sur le territoire de 76 communautés dans le nord-est du pays. Ce type de mesure n'a d'autre objectif que de marcher sur les mouvements sociaux.

Lors d'un entretien récent avec le journaliste Luis Nasiff (Brasil 247), Dilma a annoncé que « dans la deuxième moitié de l'année, il y aura un festival d'autorisations. On autorisera 7.500 km de routes, des aéroports, des voies ferrées, le gaz sous terre (*fracking*), des magasins, des lignes de transmission et de génération électrique et le TAV (train à grande vitesse) ». Ce qui annonce surtout un « festival » de pots-de-vin et de conflits.

L'agriculture transgénique : contre-réforme agraire et destruction de l'environnement

Les gouvernements du *Cono Sur* (cône sud du continent américain) se glorifient de l'accroissement permanent de la production céréalière dans leurs régions. Mais en réalité, les monocultures à base de semences transgéniques ne font qu'empirer l'état général de l'agriculture. L'augmentation des coûts de productions avec ce type de semences a fait augmenter la taille minimale des exploitations de soja, maïs ou de coton. Les plus petites exploitations ne sont plus viables, ce qui entraîne la disparition des petits producteurs. C'est un cercle vicieux qui rend impossible le maintien des paysans sur leurs terres et réduit de facto l'offre de produits cultivés. C'est une politique de développement excluante, qui exige de lourds investissements matériels, qui rend obligatoire l'utilisation à grande échelle de produits chimiques, qui affecte la qualité de vie des paysans qui restent et des habitants des alentours, qui est énergivore.... Pour les gouvernants et les capitalistes du secteur agro-alimentaire, cette contre-réforme apparaît comme une expansion, comme une augmentation du PIB et par conséquent de la supposée "contribution du secteur à l'économie du pays"¹². Cela illustre surtout la perversité du principal indicateur économique de richesse, de développement et de progrès.

Lors des récoltes 2011-2012 dans les 5 pays du *Cono Sur* (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Bolivie), la production d'une seule plante a occupé 44% de la surface cultivée : il s'agit du soja. 47 millions d'hectares de terres étaient occupées par le soja en 2010. Sur ce total, le Brésil en représente 50%, 40% pour l'Argentine, 6% pour le Paraguay, 2% pour la Bolivie et l'Uruguay.

Au Brésil, la récolte de cette année va dépasser de 82 millions de tonnes la récolte de l'année dernière et le soja occupe désormais 35% des terres cultivées. Tous ces efforts ne sont pas faits pour nourrir la population de nos pays, mais bien nourrir le bétail et les porcs d'Europe et d'Asie.

Voilà quelques exemples de la "contribution" du secteur agro-alimentaire au Brésil. La municipalité de Limoeiro do Norte, dans le Ceara (état du Nordeste) est l'une des plus touchées par l'usage des pesticides. Une enquête de l'Université fédérale et de l'Université de Sao Paulo a prouvé que leur usage sans discernement provoque entre autres, chez un travailleur sur trois, des problèmes de peau, de cœur, des dépressions, des cancers. Des cas mortels ont également été relevés. Les impacts sur la santé, très importants, ne sont pas visibles aux yeux de la société. Et bien sûr, ils ne sont pas pris en compte comme coûts dans ce mode de production. Selon une étude du ministère de la santé, 63% des aliments sont contaminés par au moins deux agents toxiques. Et dans ces 63%, 29% ont un taux de toxicité tellement élevé, qu'ils devraient être interdits à la consommation.

Malgré tout, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral maintiennent leurs mensonges sur la "révolution verte" en continuant d'affirmer que les pesticides augmentent la productivité et améliorent la qualité des produits, en subventionnant fortement le secteur, en poussant à l'utilisation de ces produits. Le résultat, c'est que le Brésil utilise des tonnes de produits chimiques et en est devenu le plus gros consommateur mondial. Selon le relevé établi par le centre de recherche agricole du Brésil, les états les plus consommateurs sont Sao Paulo (25%), Parana (16%), Rio grande (12%) et le Mato Grosso (9%). En plus d'une consommation énorme, la situation a empiré à cause du mode d'utilisation. La pulvérisation aérienne, interdite dans de nombreux pays, est une pratique

répandue au Brésil (et dans les autres pays du *Cono Sur*). Un cas récent fut celui d'une école de Rio Verde qui a été aspergée en pleine récréation par un pesticide pourtant interdit. Les enfants et les adolescents ont tout de suite été malades et le suivi postérieur montre l'apparition de symptômes alarmants.

Il y a un lien direct entre ceux qui légifèrent et ceux qui s'enrichissent. Il y a beaucoup de politiques parmi les grands propriétaires terriens ou industriels du secteur comme Blairo Maggi (du parti républicain allié du PT), responsable de la commission environnementale du Sénat avec d'autres comme Garibaldi Alves Filho, Ivo Cassol, Katia Abreu, Jose Agripino ou encore Eunício Oliveira.

Une réforme agraire qui n'avance plus

Sur les 20 dernières années, c'est le gouvernement de Dilma Rousseff qui a le moins exproprié de grands propriétaires. Dans les faits, ce gouvernement a totalement stoppé le peu de réformes agraires engagées par Lula et a même renoncé à satisfaire les droits des indigènes sur leurs terres pour satisfaire à la place les entreprises agroalimentaires et minières.

João Pedro Stedile nous apporte quelques éléments sur cette situation : « Dans le Noreste, il y a plus de 200.000 hectares en cours d'irrigation, financés par des fonds publics, que le gouvernement ne destine qu'aux entreprises qui exportent [...] Nous avons des millions d'ouvriers agricoles salariés, soumis à toutes les exploitations, à un travail semi-esclavagiste et exposés en permanence aux produits toxiques [...] 85% des meilleures terres du Brésil ne sont utilisées que pour le maïs, le soja, les pâtures ou la canne à sucre. Seuls 10% des propriétaires fonciers, ceux qui possèdent plus de 500 hectares, contrôlent 85% des richesses agricoles produites, sans aucune valeur ajoutée, seulement pour exporter. Les négociants du secteur limitent l'économie brésilienne. Nous sommes producteurs de matières premières, et seulement 50 entreprises se partagent le gâteau, contrôlent les prix, la rentabilité et le marché mondial »... Les choix de production du secteur « amène à des absurdités. En 2012, on manquait de maïs dans le Noreste et pour nourrir la volaille, mais Cargill, qui contrôle le marché, en a quand même exporté 2 millions de tonnes vers les Etats-Unis. Nous importons aussi des haricots noirs [l'aliment traditionnel au Brésil, NdT] de Chine puisque nous n'en produisons pas assez pour notre consommation locale... »¹³

Ce modèle n'est pas soutenable pour l'environnement parce que la monoculture détruit la biodiversité tout comme l'usage immodéré de pesticides. Il pollue le sol, les rivières, la pluie et les aliments. Le Brésil qui produit 5% de l'agriculture mondiale, consomme par contre 20% des pesticides de la planète. L'institut national de la santé indique que cette pollution est responsable de 400.000 cancers par an dont 40% se soldent par la mort.

Alors que la réforme agraire dispose d'un budget de 5 milliards de reais (environ 1,7 milliards d'euros) dans le budget 2013, Dilma Rousseff a annoncé, très fière, un investissement de 136 milliards de reais (plus de 46 milliards d'euros) dans la filière sucrière détenu par quelques grosses entreprises. De cette façon, elle peut affirmer que le montant des crédits pour la filière agricole augmente de 18% par rapport aux années antérieures. Les faibles taux annuels appliqués s'établissent entre 3,5% et 5,5%, pour des prêts à 15 ans. Ils s'appliquent à tous les domaines : plantation, récoltes, commercialisation, construction de silos, achat de machines agricoles, systèmes

d'irrigation... L'attribution des ressources montre clairement les priorités du gouvernement du PT : un budget 272 fois supérieur pour l'agro-alimentaire que pour la réforme agraire.

La saignée budgétaire croissante en faveur de l'agro-alimentaire est à mettre en relation avec les coûts qu'implique le mode de production choisi. Ainsi les coûts de production dans la filière sucrière ont augmenté de 21%, ceux des semences de 53% et ceux des pesticides de 20%. Une étude récente de l'institut d'économie agricole, l'agriculteur qui récolte 3 tonnes à l'hectare (moyenne nationale), en dépense 2,4 en facteurs de production. D'un point de vue macroéconomique, il est incontestable que la majorité des 136 milliards de reals vont directement dans les poches des multinationales semencières et pétrochimiques.

Les brevets sur le soja Roundup Ready (RR) n'ayant pas de valeurs au Brésil, Monsanto a réalisé un croisement de cette espèce avec une autre, et a lancé le soja RR2, annoncé comme une seconde génération de soja transgénique, mais lui permettant surtout de renouer avec les royalties. La majorité des agronomes affirment qu'il ne s'agit aucunement d'une invention mais bien d'une manœuvre de Monsanto. Des conclusions récentes de scientifiques français et américains, qui ont recoupé les données de 77 études menées dans 8 pays sur les 5 continents, montrent une résistance grandissante des parasites aux plants OGM censés les repousser¹⁴.

Mais le plus honteux reste la soumission totale d'une partie du gouvernement au lobby agro-alimentaire. Il y a peu, le ministre de l'agriculture Antonio Andrade s'est rendu pour la deuxième fois en Chine, invitant ce pays à ouvrir ses portes à Monsanto. Le chancelier, Antonio Patriota, en lobbyiste avisé, était là lui aussi pour appuyer la demande de la multinationale¹⁵.

Dilma et la fin du territoire indigène

Devant un public d'hommes blancs, bien habillés, de plus de 50 ans, tous grands propriétaires, grands industriels ou parlementaires, la chef de cabinet du gouvernement, Gleisi Hoffman, a annoncé un changement total du traitement de la question des terres indigènes le 8 mai dernier lors d'une audience de la commission chargée de l'agriculture, l'approvisionnement et le développement rural. Devant les applaudissements enthousiastes, elle a d'ores et déjà fait valoir que d'ici la fin de l'année un nouveau partage des terres serait à l'ordre du jour.

Jusqu'à lors, c'était la fondation nationale des indiens (FUNAI) qui déterminait le relèvement, en tant qu'organisme fédéral responsable de la politique indigène, comme le prévoit la constitution brésilienne de 1988. Les députés aux ordres des grands propriétaires terriens, après avoir réussi à faire approuver le nouveau code forestier qui marque un recul du point de vue environnemental, cherchent désormais à faire barrage au relèvement des terres indigènes qui pourrait freiner leur accaparement illégal. A la place de l'amendement à la constitution (PEC 215) qui devait finaliser le processus de relèvement, ils ont amené le gouvernement à le remplacer par un décret et rajouter, en plus de la FUNAI, les avis des ministères de l'agriculture et du développement rural. On pourrait y voir un aspect plus démocratique, mais en réalité, ces deux ministères étant aux mains des grands propriétaires, le gouvernement leur a donné la possibilité de bloquer tout nouveau relèvement. Ce qui explique sûrement l'enthousiasme de ces derniers....

Il faut savoir que Dilma, en deux ans, a protégé moins de terres que tous les

gouvernements antérieurs, ce qui correspond à la ligne politique globale du gouvernement. Une ligne cohérente avec le modèle productiviste prôné par le PT et qui fait des grands propriétaires des alliés privilégiés.

Le bouquet final eu lieu, quelques jours après ses déclarations du mai, lorsque Gleisi Hoffman a dit que « le gouvernement ne pouvait et n'allait pas se mettre d'accord avec des minorités aux projets idéologiques et irréalisables ». Cela revient à dire que les demandes des indigènes sur les terres ne seront jamais entendues par ce gouvernement.

Ni le PT, ni la CUT ne manifestent d'opposition à la politique gouvernemental, et aucun parti institutionnel ne s'en est ému. Même les protestations du PSOL étaient bien timorées....

Méga-événements et contre-réforme urbaine

Au cours des deux mandats de Lula, le lancement des Programmes Accélération de la Croissance (PAC I et II) visait à réaliser les infrastructures nécessaires à la transformation du Brésil en une « Chine latino-américaine ». Le PAC I a bénéficié d'un budget total de 370 milliards de dollars pour 2 471 projets d'infrastructure. Le PAC II, opportunément annoncé peu avant le lancement de la campagne électorale de 2010, destinait 878 milliards de dollars au même objectif. Cette immense injection de capital a bénéficié en premier lieu aux multinationales du BTP à capitaux brésiliens et, dans certains cas, à des investissements de capitaux d'origine illicite¹⁶.

Le gouvernement de Dilma a lancé un Plan National de Logistique (PNL) visant à développer les infrastructures du pays (autoroutes, voies de chemin-de-fer, ports, aéroports, etc.) et à réaliser les chantiers « nécessaires » à l'organisation de méga-événements sportifs (coupe des confédérations en 2013, coupe du monde de football en 2014 et Jeux Olympiques en 2016). Ce plan est utilisé pour réaliser une contre-réforme urbaine dans les principales villes du pays.

La plupart des déplacements d'habitants permettent de « nettoyer » des zones qui hébergeaient des communautés indociles et d'ouvrir un espace propice à la mise en valeur du territoire et à la spéculation immobilière. A Rio, le nombre de déplacés est proche de 30 000 personnes. « Les relogements se concentrent à l'Ouest de Rio de Janeiro dans des zones, loin des logements d'origine. Il y a donc un déplacement de ces habitants vers des zones excentrées, entraînant une perte de temps et d'argent en transport vers les lieux de travail. [...] Dans le Morro da Previdência, par exemple, où se situe le projet de Porto Maravilha, certaines familles ont été déplacées à cause de la construction d'un téléphérique et d'autres sans aucune justification, alors qu'elles habitaient des zones sans risque. [...] Ces processus de retrait des populations donnent la priorité aux investissements commerciaux et aux affaires et sont décidés de façon autoritaire, fermée, non transparente et d'une grande violence symbolique. »¹⁷ Dans les favelas communicant fortement avec les lieux accueillant les événements, l'occupation militaire par les Unités de la Police Pacificatrice (UPPs) ne s'accompagne pas d'un développement des services publics et des droits des citoyens. Dès lors, la restructuration ne bénéficie ni au sport ni à la citoyenneté mais plutôt aux grands projets immobiliers, à travers un processus de prise de décisions qui ignore les principaux outils de planification participative – le Statut de la Ville (2001) et les Plans directeurs. Le capital social de ces communautés, c'est-à-dire leur capacité de résistance au clientélisme politique, aux déplacements autoritaires, à la violence policière et même au trafic de drogues, se trouve remis en cause. Avec cette

contre-réforme urbaine, en favorisant la spéculation immobilière, on déstructure toute l'organisation communautaire.

Avec l'alibi des méga-événements, ce processus s'est étendu à de nombreuses villes du pays. La situation à Rio des Janeiro n'est pas la pire ; à Belo Horizonte, la violation des droits de l'Homme et l'extermination de la population vivant dans la rue (moradores de rua) ont été dénoncé par le Centre National de Défense des Droits de l'Homme de la Population de la Rue et des Trieurs des Matériaux Recyclables (CNDHH). Le Centre craint une intensification des actions contre ces « moradores de rua » avec le début de la coupe des confédérations. Elle rappelle qu'au cours des deux dernières années à Belo Horizonte, ce sont plus de 100 « moradores de rua » qui ont été assassinés.

Comme le signale David Harvey, « la production de l'espace urbain se connecte chaque fois davantage à la forme marchandise qui sert les besoins de l'accumulation en insistant à des changements, en exigeant la réadaptation des usages et des fonctions des lieux dans la ville, en se reproduisant sous la loi du reproductible. Et ceci parce que aujourd'hui, chaque fois davantage, l'espace reproduit comme marchandise entre dans le circuit de l'échange en attirant des capitaux qui migrent depuis d'autres secteurs de l'économie afin de rendre viable la reproduction dans un contexte de suraccumulation du capital qui co-actionne et identifie la production de la ville à l'espace-temps de réalisation de la vie humaine. » Il conclue : « Le capital a la capacité de construire les villes qui lui convienne, sans se soucier de ce dont les gens ont besoin. En tant qu'individus, nous sommes forcés à vivre dans le type de ville qui convient au capital, qui est cohérent avec la poursuite de l'accumulation de capital. »¹⁸

Le statut rétrograde du « nascituro »

Un projet de loi (PL 489/2007) de l'ex-député Luiz Bassuma (Parti vert, Bahia) et de Miguel Martini (Parti humaniste de la solidarité, Minas Gerais), prévoit d'instituer un statut de fœtus qu'ils nomment « nascituro ». Ce projet a été approuvé par la commission des finances le 5 juin grâce au suppléant de la députée Solange Almeida (PMDB, Rio de Janeiro).

Le projet de loi fait de l'ovule fécondé un sujet de plein droit, le fœtus ayant dès lors plus de droit que la mère. Il interdit l'avortement consécutif aux viols et institue le paiement d'une pension alimentaire par le violeur (ou, en cas de manquement, par l'Etat) jusqu'aux 18 ans de l'enfant. Cette « bourse viol », dénoncée par les féministes comme l'invention la plus perverse des opposants fondamentalistes à l'avortement, accorde le statut de géniteur au violeur en l'obligeant à assumer la paternité, créant ainsi un lien avec la victime.

Le droit à l'avortement en cas risque vital ou de fœtus sans cerveau, une conquête féministe récente au près de la justice, serait également révoqué. Si ce projet venait à être approuvé, toute manifestation ayant trait à l'avortement serait interdite, restreignant le droit au débat. Il n'y a pas de doute que ce épouvantail légal s'inscrit dans le virage à droite du gouvernement Dilma¹⁹.

Chute du soutien au gouvernement et hausse des conflits

Dilma Rousseff a perdu 8 points de pourcentage de popularité, passant de 65% en mars à

57% en juin 2013²⁰. C'est la première chute de popularité depuis janvier 2011, lorsqu'elle a accédé à la présidence du Brésil. L'enquête indique que l'image de Dilma se ternit du fait du pessimisme croissant des brésiliens à cause de la situation économique et en particulier de l'inflation et du chômage. L'essentiel de cette perte de 8 points de popularité provient des secteurs peu scolarisés et à bas revenus, particulièrement dans le sud-est et le sud du pays. On peut souligner que les femmes, bien plus que les hommes, ont cessé de soutenir Dilma, une tendance encore plus forte chez les femmes à bas revenu.

Dès lors, quand est-il de l'expansion, tant vantée par le gouvernement du PT, de la nouvelle classe moyenne au Brésil ? La réalité est toute autre : certaines enquêtes mises de côté démontrent que le projet productif des gouvernements du PT continue d'approfondir les inégalités. Par exemple, l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE)²¹ a indiqué en décembre 2012 que parmi les 84 millions de brésiliens recevant un revenu, la part des 8,4 millions (10%) recevant le moins a reculé. Leur revenu mensuel est passé de 134 reals (67 dollars) à 101 reals (50 dollars), soit 3,36 reals par jour. Il ne leur restait alors que 16 centimes une fois payé le billet de bus à São Paulo. Cette enquête a également mis en évidence comment le partage des richesses au Brésil continue de maintenir des inégalités aberrantes. En 2010, les 10% des travailleurs les mieux payés ont touché 45,3% du revenu total alors que les 10% les moins bien payés recevaient 1,3% de ce revenu.

Cette dégradation de la situation économique des plus pauvres explique la réaction populaire massive contre l'augmentation de 20 centimes de real du billet de bus à São Paulo. Si cette augmentation du tarif des transports publics de cette ville peut sembler insignifiante à certains, elle porte le coût des transports à 200 reals par mois pour ceux qui touchent le salaire minimum (755 reals à São Paulo) et doivent prendre un bus et un métro pour aller et revenir du travail. C'est-à-dire plus de 26% du total de leur revenu, qui plus est pour un service dégradé dans des autobus bondés. Au cours d'une mobilisation dans une avenue de São Paulo qui fut violemment réprimée par la police, un balayeur de rue d'une entreprise de sous-traitance, un coursier, une employée du commerce et une étudiante issue d'une famille à bas revenu ont déclaré à la journaliste de la UOL qu'avec l'augmentation ils devraient sauter l'un des repas de la journée²². D'importantes manifestations ont également eu lieu la semaine dernière contre le prix du billet à Rio de Janeiro et à Porto Alegre. La réaction contre l'augmentation du prix du billet reflète le mécontentement causé par l'augmentation des prix en général et la menace du chômage. Il faut rappeler que la moitié de l'inflation au Brésil est dû à l'augmentation des prix des aliments, en particulier les fruits et légumes. Les mobilisations se généralisent : on appelle déjà à une mobilisation nationale contre le prix du billet et pour le « pass gratuit » pour jeudi prochain (20 juin).

Demandons-nous avec David Harvey « qui produit la ville, qui reproduit la ville ? » pour conclure que tous ceux qui produisent et reproduisent la ville font partie de la classe des travailleurs. Les manifestants de la mobilisation contre l'augmentation du billet à São Paulo le démontrent. Ce sont les habitants des favelas ou des banlieues les plus pauvres de la ville, ceux qui touchent moins que le salaire minimum ou à peine plus. Ils appartiennent à la classe-qui-vit-de-son-travail.

Comme depuis désormais plus de trois décennies, l'avant-garde des luttes en Amérique Latine n'est pas dans les usines. Ce n'est pas là qu'il faut chercher les acteurs principaux de la lutte du Quebra Quebra (1982) à São Paulo au Brésil, ni du Caracazo (1989) au Venezuela, ni du soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationales (EZLN) au Chiapas au Mexique (1994), ni de la guerre de l'eau à Cochabamba (2000), ni de la mise

en échec du coup d'Etat impérialiste au Venezuela (2002), ni de soulèvement urbain révolutionnaire de El Alto en Bolivie (2005).

Le gouvernement Dilma peut encore compter sur l'appui de l'élite des travailleurs : ceux de la banque, du pétrole, des l'industrie automobile, des grands pôles industriels comme celui de Campinas (São Paulo) ou de Caxias do Sul (Rio Grande do Sul), des fonctionnaires privilégiés, etc. Mais en peu de temps il a poussé vers l'opposition les salariés de la santé et les enseignants de l'éducation publique qui mènent d'importantes luttes pour l'augmentation des salaires, les habitants des villes qui n'ont jamais atteint la fantaisiste « classe moyenne » brésilienne, les salariés ruraux et les travailleurs sans terre (MST et Via Campesina) opposés la réforme agraire, l'ensemble des peuples indigènes opposés à la démarcation de leurs terres, à l'avancée de l'industrie agricole et des mines sur leurs territoires, les quilombolas également menacées par le modèle extractiviste, les artisans pêcheurs et les habitants des rives touchés par la pollution industrielle des fleuves et des côtes, les femmes à bas revenu victimes de l'inflation comme les femmes à plus haut revenu et relativement éduquée mobilisées contre le statut absurde du « nascituro ».

Cette situation est clairement apparue lorsque Dilma fut huée dans le stade Mané Garrincha de Brasilia samedi dernier (15 juin) pour l'inauguration de la coupe des confédérations. Les sifflets contre Joseph Blatter, président de la FIFA et parrain de la mafia des pots-de-vin du football international, n'ont surpris personne. Mais c'est la première fois depuis son investiture que Dilma fait l'objet d'un tel rejet.

Sachant que tous ces mouvements sociaux aujourd'hui dans l'opposition étaient des alliés inconditionnels du PT depuis son origine, il apparait que les gouvernements du PT et en particulier celui de Dilma ont réussi un véritable tour de force en suscitant tant de rejet. C'est la raison pour laquelle des fractures commencent à se faire jour au sein même du gouvernement.

En élargissant le champ à tout le Cône Sud, il semblerait que le « crédit » des gouvernements « progressistes » soit en train de s'épuiser. Leurs nombreuses compromissions avec le capitalisme commencent à faire apparaître leurs limites insurmontables face aux aspirations populaires.

Traduit de l'espagnol (Uruguay) par Antoine Chauvel, Bettina Ghio et Hugo Harari-Kermadec.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ José Álvaro de Lima Cardoso, "Trajetória preocupante das contas externas do Brasil", *Sensor economico brasil*, 6 juin 2013. L'auteur est économiste et inspecteur technique du Département Intersyndical de Statistique et Etudes Socioéconomiques (DIEESE) à Santa Catarina.

- La BNDES est la plus grande banque de développement du monde et le principal prêteur brésilien. Sa taille double celle de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Elle reçoit des apports importants de capital des Fonds des pensions administrées par des syndicalistes du PT. Les fonds de pension des services publics possèdent 306 milliards de dollars en actifs et représentent 18% du PIB, un record pour un pays émergent. Avec le soutien des banques étatiques et privées, elle a financé les principales fusions opérées dans le cadre de la politique du gouvernement pour globaliser les entreprises brésiliennes, y compris celles à capitaux étrangers.
2. ↑ J. A. Lima Cardoso, *art. cit.*
 3. ↑ Le taux Selic sert de base pour tout type d'intérêts pratiqués au Brésil. Il est défini par la Banque Centrale.
 4. ↑ Maria Lucia Fattorelli, coordinatrice de l'*Auditoria Cidadana*, pour *Brasil de Fato*, le 17 septembre 2012.
 5. ↑ Aide sociale contre la pauvreté introduite sous le gouvernement Lula, NdT
 6. ↑ *Ibid.*
 7. ↑ Sur le fracking, voir le rapport du Centre Tyndall de l'Université de Manchester disponible [ici](#) et la video [Fracking Hell](#)
 8. ↑ [Carte](#) élaborée par Fiocruz et l'ONG Fase et lancée en 2012r
 9. ↑ Quilombolas désignant couramment les esclaves noirs ayant fuit les exploitations de canes à sucre ou les grandes propriétés terriennes qui les exploitaient dans des tâches manuelles et formé de petits villages nommés quilombos. Le terme désigne également leurs descendants. On trouve actuellement plus de 2 000 communautés quilombolas au Brésil, qui luttent pour le droit à la propriété de leurs terres, reconnue par la constitution fédérale de 1988 mais niée dans les faits par les grands propriétaires ou les entreprises qui colonisent les terres publiques.
 10. ↑ Viviane Tavares. «Mais uma Semana do Meio Ambiente e nada a comemorar », [EcoDebate](#), 07 juin 2013.
 11. ↑ Leonardo Melgarejo, « [A transgenia está mudando para pior a realidade agrícola brasileira](#) », Instituto Humanitas Unisinos, le 3 juin 2013.
 12. ↑ João Pedro Stedile, « El dilema de la reforma agraria en el Brasil del agro-negocio », [Kaos en la Red](#), le 7 janvier 2013. J. P. Stedile est économiste marxiste, membre de la direction nationale du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) qu'il a participé à fonder. Il lutte depuis 1979 pour la réforme agraire et au sein de Via Campesina Brasil.
 13. ↑ Estudo mostra resistência crescente de pragas a plantios transgênicos repelentes de insetos. [Eco Debate](#) 13 juin 2013
 14. ↑ «Brasil vai à China por soja da Monsanto » Buletin [AS-PTA](#) N° 632 du 14 juin 2013.
 15. ↑ Le constructeur Delta, participant à plusieurs constructions de stades, a pour associé occulte « bicheiro » Carlinhos Cachoeira (un exploitant de machines-à-sous illicites) aux amitiés nombreuses au sein du spectre partisan au congrès brésilien et parmi les gouverneurs d'états.
 16. ↑ Sônia Fleury, Méga-événements et violation des droits de l'Homme à Rio de Janeiro. [Instituto Humanitas](#) -Universidade do Vale do Rio dos Sinos.
 17. ↑ Intervention de David Harvey dans le cadre des VI^e Rencontres Internationales de l'Economie Politique et des Droits de l'Homme, organisées par l'Université Populaire Mères de la Pêche de Mai, du 4 au 6 octobre 2012 à Buenos Aires.
 18. ↑ Projet de déclaration de Maria Guilhermina Cunha Salasario, déléguée de l'Etat de Santa Catarina du mouvement national LGBT, au conseil municipal du droit des femmes, juin 2013.
 19. ↑ *Folha de São Paulo*, sur la base d'une enquête de l'institut Datafolha.

-
21. ↑ Daniela Amorim, *Rendimento encolhe para 8,4 milhões de brasileiros entre 2000 e 2010*, Agência Estado, 19 décembre 2012.
 22. ↑ Gil Alessi, *Aumento de R\$ 0,20 na passagem obriga paulistanos de baixa renda a pular refeições* UOL, São Paulo, le 12 juin 2013.